



REFONTE DES SITES INTERNET DE CY CERGY PARIS UNIVERSITE

MARCHÉ N° 2025CYCPU0S18

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Pouvoir Adjudicateur :

CY Cergy Paris Université
33 boulevard du Port
95011 Cergy Pontoise Cedex

Représenté par :

Le Président de l'université,
Laurent Gatineau

Comptable assignataire :

L'agent comptable,
Madame Carole DOTTI

Table des matières

| | |
|---|----|
| PRÉAMBULE..... | 4 |
| Article 1 - OBJET DU MARCHÉ..... | 4 |
| 1.1. - Prestations objets du marché..... | 4 |
| 1.2. - Clause de réexamen | 4 |
| Article 2 - DECOMPOSITION DU MARCHÉ | 4 |
| Article 3 - FORME DU MARCHÉ..... | 5 |
| Article 4 - DUREE DU MARCHÉ..... | 5 |
| Article 5 - LIEUX D'EXECUTION..... | 5 |
| Article 6 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ | 6 |
| Article 7 - OBLIGATION LIÉES A LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES | 6 |
| 7.1. - Traitement des données..... | 6 |
| 7.2. - Notification des violations de données à caractère personnel..... | 7 |
| Article 8 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE | 7 |
| 8.1. - Obligations générales..... | 7 |
| 8.2. - Obligation de moyen et de résultat | 7 |
| 8.3. - Obligation de collaboration..... | 7 |
| 8.4. - Obligation de conseil | 8 |
| Article 9 - OBLIGATIONS DE L'UNIVERSITÉ..... | 8 |
| Article 10 - MODALITÉS D'EXÉCUTION..... | 8 |
| Article 11 - SOUS-TRAITANCE..... | 9 |
| Article 12 - REVERSIBILITE | 9 |
| Article 13 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX | 9 |
| 13.1. - Contenu des prix..... | 9 |
| 13.2. - Avance | 10 |
| 13.3. - Acomptes..... | 10 |
| 13.4. - Variation des prix..... | 10 |
| Article 14 - CONFIDENTIALITE | 10 |
| Article 15 - PENALITES..... | 11 |
| 15.1. - Généralités | 11 |
| 15.2. - Pénalités de retard | 11 |
| Article 16 - REGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE | 11 |
| 16.1. - Exploitation des résultats du marché..... | 11 |
| 16.2. - Droits cédés | 11 |
| 16.3. - Durée et territoire de la cession..... | 11 |

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

| | | |
|--------------|--|----|
| 16.4. - | Destination | 12 |
| 16.5. - | Droits et obligations du titulaire | 12 |
| Article 17 - | CONDITIONS ET MODALITES DE REGLEMENT | 12 |
| 17.1. - | Mode de règlement du marché public et modalités de financement | 12 |
| 17.2. - | Etablissement des factures..... | 13 |
| 17.3. - | Délai global de paiement et intérêts moratoires | 14 |
| 17.4. - | Unité monétaire | 14 |
| 17.5. - | Retenue de garantie | 14 |
| Article 18 - | ASSURANCE | 14 |
| Article 19 - | RESILIATION DU MARCHE..... | 14 |
| 19.1. - | Résiliation pour événements extérieurs au marché | 14 |
| 19.2. - | Résiliation pour événements liés au marché | 14 |
| 19.3. - | Résiliation pour mauvaise exécution..... | 15 |
| 19.4. - | Résiliation pour motif d'intérêt général..... | 15 |
| Article 20 - | LITIGES | 15 |
| Article 21 - | DEROGATIONS AU CCAG-TIC..... | 16 |

PRÉAMBULE

Dans le cadre du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), CY CERGY PARIS UNIVERSITE est désignée sous l'appellation « CY ou l'université ».

Le candidat retenu est désigné sous l'appellation « le titulaire ».

Le présent marché est passé en application du Code de la commande publique - désigné « le Code » dans le présent document - regroupant les deux textes suivants :

L'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique (articles précédés d'un L.) ;

Le Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (articles précédés d'un R.).

Les parties contractantes sont :

- CY Cergy Paris Université représentée par son Président ;
- Le prestataire attributaire du marché, ci-après désigné le Titulaire.

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ

1.1. - Prestations objets du marché

Le marché a principalement pour objet la conception des sites, la création d'une usine à sites, la formation des utilisateurs et la maintenance applicative pendant 12 mois de la solution.

Les stipulations techniques du marché sont précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2. - Clause de réexamen

L'Université envisage de renforcer ses effectifs avec le recours à un développeur en interne. Aussi, tout ou partie des fonctionnalités suivantes pourront être réalisées en interne à la suite du développement initial. L'université se réserve pour autant la possibilité de confier au titulaire une partie de ces développements futurs.

Ces prestations supplémentaires feront l'objet d'un avenant sur la base de l'article R.2194-1 du Code et feront l'objet de bons de commande dédiés dans le respect des prix indiqués dans le BPU :

- Feuille de style d'impression
- Déploiement du modèle de site labo
- Déploiement de formulaires dématérialisés (ex. demande de diplôme)
- Design et intégration de nouveaux gabarits
- Remontée des fiches annuaire dans les pages labo
- Module d'inscription en ligne
- Remontée des cours en anglais dans les rubriques internationales (depuis Ametys)

Article 2 - DECOMPOSITION DU MARCHÉ

Conformément à l'article L.2113-11 du Code, le marché n'est pas alloté car la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Article 3 - FORME DU MARCHÉ

Le présent marché public est passé sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire conclu à prix mixtes :

- La partie forfaitaire (application de la DPGF) correspond aux prestations de suivi de projet, conceptions, développements, recettes et de formation. Le forfait comprend également la maintenance applicative prévue dans le cadre de la garantie ;
- La partie à bons de commande (application du BPU), correspond aux prestations de maintenance corrective et évolutive et de formations complémentaires. La partie à bons de commande de l'accord-cadre suit les dispositions des articles R. 2162-13 et suivants du Code. Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et est exécutée, pour cette partie, au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément aux articles précités.

Le montant de l'accord-cadre est de 142 999 € HT pour toute la durée du marché (2 ans). L'accord-cadre ne comporte pas de montant minimal.

Il s'agit d'un marché public de services au sens de l'article L.1111-4 du Code.

Article 4 - DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une période ferme de deux (2) ans à compter de sa notification.

La période de garantie débutera à l'issue de la vérification de service régulier. La période de garantie de la solution sera de 12 mois.

Le marché ne fera pas l'objet de reconduction.

Article 5 - LIEUX D'EXECUTION

CY Cergy Paris Université est répartie sur 14 sites géographiques distincts, dans les départements du Val d'Oise, des Hauts-de Seine, des Yvelines et Pyrénées Atlantiques.

Chaque site est constitué d'un ou plusieurs bâtiments et localisé aux adresses suivantes :

- Site des **Chênes** 33 boulevard du Port – 95011 Cergy-Pontoise cedex
- Site des **Cerclades** - Place des Cerclades – 95015 Cergy-Pontoise cedex
- Site de **Hirsch** - avenue Bernard Hirsch – 95027 Cergy-Pontoise cedex
- Site de **Saint Martin** - 2 avenue Adolphe- Chauvin, 95302 - Cergy-Pontoise cedex
- Site de **Neuville** - 5 mail Gay Lussac - 95031 Cergy-Pontoise Cedex
- Site de la **Mir** – 1, rue Descartes – 95000 Neuville-sur-Oise
- Site d'**Argenteuil** - 95-97 rue Valère-Collas - 95100 Argenteuil
- Site de **Sarcelles** - 34, boulevard Bergson - 95200 Sarcelles
- Site de **Saint-Germain-en-Laye** - 5 rue Pasteur et 2 bis rue d'Alsace - 78100 Saint-Germain-en-Laye
- Site de **Gennevilliers** - avenue Marcel Paul, ZAC des Barbanniers - 92230 Gennevilliers
- Site d'**Antony** - 26 avenue Léon Jouhaux - 92160 Antony-Jouhaux
- Site de **Pau** CY Tech : 2 Boulevard Lucien Favre - 64075 Pau Cedex

Le titulaire pourrait être amené à devoir se déplacer sur les sites de l'université.

Le patrimoine immobilier de l'Université est susceptible de subir des modifications en cours d'exécution du marché public.

Toute modification fera l'objet d'un avenant au présent marché.

Article 6 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché public sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante (par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC) :

- L'Acte d'attribution valant engagement
- Le bordereau des prix unitaires (2025CYCPU0S18_Annexes financières) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (2025CYCPUS18_CCTP) et son annexe, la charte graphique ;
- Le planning de projet ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (2025CYCPUS18_Annexes financières) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (2025CYCPUS18_CCAP) ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 JORF n°0078 du 1 avril 2021 ;
- L'offre technique du titulaire.

Le titulaire déclare parfaitement connaître le Cahier des Clauses Administratives Générales précédemment cité, bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent marché.

Toute documentation quelconque du titulaire contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché est réputée non écrite. En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure.

En cas de divergences entre les documents détenus par les parties, seul les documents détenus par l'Université font foi.

Article 7 - OBLIGATION LIÉES A LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

7.1. - Traitement des données

Le titulaire s'engage dans le cadre du présent marché à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données » ou « RGPD »).

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions des maîtres d'ouvrage.

Au sens du RGPD et dans le présent article, CY Cergy Paris Université est désignée comme étant le responsable de traitement et le titulaire est désigné comme le sous-traitant.

Le titulaire (le sous-traitant) garantit au responsable de traitement la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement des données qu'il peut être amené à réaliser dans le cadre du présent marché réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données.

La finalité du traitement des données à caractère personnel est la réalisation des prestations objets du présent marché public.

Le titulaire (le sous-traitant) s'engage à :

- Traiter les données ayant un caractère personnel uniquement pour la seule finalité décrite ci-dessus ;

- Traiter les données qu'il recueille conformément aux instructions du responsable du traitement et figurant dans les documents contractuels du présent marché ;

Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel respectent la confidentialité ;

- aider le responsable du traitement, dans la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes dont il est saisi par les personnes souhaitant exercer leurs droits en vertu du RGPD ;

- selon le choix du responsable du traitement, supprimer toutes les données à caractère personnel ou les renvoyer au responsable du traitement au terme de la prestation de services relative au traitement, et détruire les copies existantes ;

7.2. - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par tous moyens.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

Article 8 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1. - Obligations générales

Pour l'exécution des prestations encadrées par le présent marché, le titulaire apporte tous les soins nécessaires à son exécution conformément aux règles de l'art de la profession.

Il est par ailleurs tenu à une obligation générale de respect des normes en vigueur.

Le titulaire mène à son terme et dans les délais fixés dans son offre, dans le CCTP et dans le planning de projet les prestations objet du présent marché.

Le titulaire est le seul responsable des intervenants qui demeurent sous son contrôle, sa direction et son autorité hiérarchique.

Le titulaire doit respecter en particulier les dispositions légales et réglementaires françaises en matière de droit du travail et les conventions collectives qui seraient obligatoires.

8.2. - Obligation de moyen et de résultat

Le titulaire s'engage sur une obligation de résultat pour toute action placée sous son entière responsabilité.

Le titulaire s'engage sur une obligation de moyen pour toute action dont le déroulement n'est pas placé sous la responsabilité du titulaire.

8.3. - Obligation de collaboration

Les parties conviennent de collaborer étroitement dans le cadre de leurs relations contractuelles. Le titulaire est soumis à une obligation de collaboration avec l'équipe de l'acheteur.

Il s'engage à maintenir un dialogue permanent avec l'ensemble des intervenants concernés et à communiquer au pouvoir adjudicateur toutes les difficultés dont il pourrait prendre la mesure au regard de son expérience, au fur et à mesure de la réalisation de ses prestations, afin de permettre leur prise en compte le plus rapidement possible, participant ainsi à la réussite du marché.

8.4. - Obligation de conseil

Pendant toute la durée d'exécution du marché et en sa qualité de professionnel et de maître d'œuvre de ses prestations, le titulaire est tenu de satisfaire à son obligation de conseil par toutes recommandations écrites ou orales. Les recommandations orales sont confirmées par un écrit transmis à l'acheteur.

Le titulaire s'oblige notamment à :

- faire bénéficier l'acheteur de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience,
- fournir tous les conseils et mises en garde utiles pour permettre la bonne exécution de prestations,
- prendre connaissance de toute contrainte et de toute information nécessaire à la bonne exécution des prestations du présent marché,
- solliciter toute réunion qui se révélerait utile à l'exécution des prestations.

Article 9 - OBLIGATIONS DE L'UNIVERSITÉ

L'université s'engage à :

- fournir au titulaire les données et informations nécessaires à la réalisation du marché ;
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire.

Article 10 - MODALITÉS D'EXÉCUTION

Les prestations doivent être conformes aux stipulations décrites dans le cahier des clauses techniques particulières relatif au présent marché.

Les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat.

Toutes les modifications apportées au périmètre du présent marché feront l'objet d'un avenant.

Les opérations de vérifications : quantitative, qualitative, livraison, mise en œuvre de marché, vérification d'aptitude au bon fonctionnement, vérification de service régulier, réception ou ajournement, réfaction, rejet, d'installation et de mise en ordre de marche se déroulent conformément aux articles 29 à 34 du CCAG-TIC.

Le présent marché est composé d'une partie forfaitaire. La demande de règlement de cette partie se fait sur présentation de factures.

Le présent marché est également composé d'une partie à bons de commande (hors forfait). Les commandes sont émises au fur et à mesure des besoins de l'Université sans qu'aucun minimum de commande ne puisse être imposé à l'acheteur.

La notification des bons de commande émis par le logiciel SIFAC s'effectuera par courriel ou lettre simple.

Ces bons de commande prendront effet à compter de leur notification au titulaire.

Les bons de commande devront mentionner :

- Le numéro du bon de commande ;
- La référence du présent marché public ;
- La désignation des fournitures/prestations commandées ;
- La quantité ;
- Le lieu de livraison ainsi que les horaires de livraison ;
- Le nom de la personne à contacter le jour de la livraison ;
- Le montant de la commande (avec mention HT, TVA et TTC).

Conformément à l'article R. 2162-5 du Code, les bons de commande ne peuvent être émis que durant la période de validité du marché. L'Université ne peut fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

Article 11 - SOUS-TRAITANCE

En application des articles L.2193-1 et suivants du Code, le titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, à la condition préalable expresse d'avoir obtenu de l'établissement l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de son paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure personnellement responsable du respect de toutes les obligations résultant du marché tant envers le représentant du pouvoir adjudicateur qu'envers les personnels de la société.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à la résiliation du marché sans indemnités.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

La présentation des sous-traitants est effectuée dans les conditions définies à l'article 10 du Règlement de consultation (RC).

Article 12 - REVERSIBILITE

En cas de cessation de la relation contractuelle, quelle qu'en soit la cause, le titulaire s'engage à restituer, à la première demande de l'Université formulée par lettre recommandée avec accusé de réception et dans un délai de trente jours à la date de réception de cette demande, l'ensemble des données lui appartenant sous un format standard lisible sans difficulté dans un environnement équivalent.

L'Université collaborera activement avec le titulaire afin de faciliter la récupération des données. Le titulaire fera en sorte que l'Université puisse poursuivre l'exploitation des données sans rupture, directement ou avec l'assistance d'un autre titulaire.

En ce sens, le titulaire transférera à l'équipe du futur titulaire les informations sur le contexte fonctionnel et technique de l'ensemble applicatif ainsi que sur les aspects de suivi du projet.

Article 13 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

13.1. - Contenu des prix

Les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre seront réglées par application des prix mentionnés au sein de la DPGF pour la partie forfaitaire et du BPU pour la partie à bons de commande.

En ce qui concerne les prix, ils sont fermes pour toute la durée du marché.

Les prix sont établis hors TVA et réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution ainsi que toutes les dépenses nécessaires à la bonne exécution des prestations. Ils comprennent l'ensemble des coûts liés à la réalisation des prestations : main d'œuvre, frais de déplacements, transport, assurance, fournitures, annonces et toutes autres dépenses éventuelles nécessaires à l'exécution des prestations.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Le taux de TVA des factures afférentes au présent accord-cadre est celui applicable au moment de l'établissement des dites factures.

13.2. - Avance

Sous réserve de remplir les conditions énoncées dans le code de la commande publique, notamment si le montant du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai de son exécution est supérieur à deux mois, une avance de 5% du montant total TTC du marché peut être versée au titulaire.

Le montant de l'avance ne peut pas être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65% du montant toutes taxes comprises. Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant toutes taxes comprises.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

13.3. - Acomptes

A la demande du titulaire et conformément aux dispositions du Code de la commande publique, des acomptes trimestriels peuvent être versés. Ils ne peuvent être supérieurs à la valeur des prestations réalisées. Le titulaire justifie de cette valeur par tous moyens.

13.4. - Variation des prix

Les prix sont fermes pendant toute la durée du marché.

Article 14 - CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. Ces obligations persisteront après l'exécution du marché.

CY Cergy Paris Université pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire entraînera la résiliation immédiate du marché pour faute du titulaire et l'application d'une pénalité égale à 20% du montant total du marché.

Article 15 - PÉNALITES

15.1. - Généralités

Les pénalités sont cumulables et non plafonnées. Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, elles sont dues dès le 1er euro, sans mise en demeure préalable et sans que l'Université n'invite le titulaire à présenter ses éventuelles observations.

En cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

Quel que soit le montant des pénalités et sur décision du pouvoir adjudicateur, CY Cergy Paris Université se réserve la possibilité de renoncer à la mise en œuvre de tout ou partie des pénalités.

15.2. - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, en cas de non-respect du délai convenu dans le planning du projet pour la réalisation des prestations qui y sont décrites, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € par jour ouvré de retard.

Le déclenchement de la pénalité s'effectue le jour ouvré suivant le dernier jour du délai contractuel.

Article 16 - REGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Il est fait application du chapitre 7 du CCAG-TIC « Utilisation des résultats » (Articles 43 à 46 du CCAG-TIC)

16.1. - Exploitation des résultats du marché

L'acheteur bénéficie, au titre des dispositions du code de la propriété intellectuelle et des stipulations du CCAG-TIC, de la cession à son profit des droits exclusifs d'exploitation de toutes les œuvres réalisées au titre du présent marché et décrites au sein du CCTP ainsi que tout autre contenu créé, modifié et publié par le titulaire, dans le cadre du présent marché.

L'Université n'acquiert en aucun cas le contenu des formations et leurs supports.

16.2. - Droits cédés

L'université n'acquiert en aucun cas la propriété intellectuelle ou de toute autre nature des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards du titulaire.

Le titulaire n'acquiert en aucun cas la propriété intellectuelle ou de toute autre nature des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards de l'université.

16.3. - Durée et territoire de la cession

Les droits susvisés sont cédés pour la durée légale de protection des droits d'auteur telle que définie aux articles L.123-1 à L.123-12 du code de la propriété intellectuelle.

À cet effet, le titulaire, s'il est une personne morale, déclare avoir obtenu du ou des contributeurs, personne(s) physique(s), cession de ses ou de leurs droits pour l'exploitation de la prestation ci-dessus énoncée et autorisation de la céder.

Les droits susvisés sont cédés pour le monde entier.

16.4. - Destination

Le titulaire cède à l'acheteur, à titre non exclusif, les droits d'usage, de reproduction et de représentation afférents aux développements spécifiques réalisés au titre du présent marché, dans le respect des licences open source applicables.

Ces droits sont cédés pour les usages de l'acheteur, pour toutes ses publications ou diffusions de caractère régional, national ou universel, y compris sur les supports et moyens de représentation télématiques, numérisés ou multimédias, quelle qu'en soit la forme et à des fins commerciales ou non.

La cession consentie s'étend à tous modes d'exploitation visant à faire connaître l'acheteur et le fonctionnement des services publics au moyen de tout support existant et à venir.

La rémunération forfaitaire et définitive de la cession des droits susvisés est comprise dans le prix du marché.

16.5. - Droits et obligations du titulaire

Le titulaire du marché conserve ses droits moraux d'auteur sur les œuvres réalisées.

Le titulaire garantit à l'acheteur que les résultats des prestations réalisés dans le cadre du présent marché respectent les termes des licences open source applicables.

Le titulaire garantit également :

- Qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle relatifs aux développements spécifiques qu'il a réalisés dans le cadre du marché ;
- Qu'il a respecté les conditions des licences open source applicables pour les composants tiers utilisés ou intégrés ;
- Qu'il n'a pas concédé de droits exclusifs ou créé de servitudes incompatibles avec les droits cédés à l'acheteur dans le cadre de ce marché ;
- Qu'il n'a connaissance d'aucun litige, en cours ou imminent, concernant les développements spécifiques réalisés dans le cadre du marché.

La présente clause ne s'applique pas aux logiciels ou composants sous licence open source, dont les droits et obligations sont régis par les termes des licences correspondantes.

Article 17 - CONDITIONS ET MODALITES DE REGLEMENT

17.1. - Mode de règlement du marché public et modalités de financement

Les prestations seront financées dans le cadre du budget de l'Etablissement et feront l'objet d'un mandat administratif.

Le délai de paiement applicable au présent marché public est de 30 jours dès réception par le service acheteur de la facture établie par le prestataire.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat.

Les délais de paiement peuvent être suspendus dans les conditions prévues par la réglementation.
Les candidats sont en outre informés que le marché public sera conclu en euros.

17.2. - Etablissement des factures

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-TIC.

Les factures sont rédigées en français et exprimées en euros (€).

Elles sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché public ;
- Le numéro de référence complet du bon de commande ;
- Les prestations réalisées ;
- Le montant HT ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant TTC ;
- La date de facturation ;
- Les informations fiscales de chaque partie (numéro de TVA du créancier).

Facturation électronique :

Conformément au Code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs depuis le 1er janvier 2020.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des articles D.2192-1 et suivants du Code.

Le titulaire a plusieurs possibilités :

1 - Envoyer sa facture à partir d'un système tiers :

- Par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;
- En utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service).

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

2 - Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL : <https://choruspro.gouv.fr> afin de :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir sa facture directement sur le portail Chorus Pro.

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

<https://choruspro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1> rubrique « nous contacter »

Pour déposer la facture relative aux terrains France et Royaume-Uni sur le portail Chorus Pro, il est nécessaire de renseigner les éléments suivants : numéro SIRET de l'établissement (CY Cergy Paris Université : 130 025 976 00015) et n° d'engagement juridique (numéro du bon de commande SIFAC).

Important : Le numéro SIRET stipulé dans l'acte d'attribution valant engagement doit explicitement être identique à celui qui est utilisé pour permettre le dépôt des factures via le portail CHORUS PRO. Toute incohérence générera automatiquement un rejet des factures par l'agence comptable de CY CERGY PARIS UNIVERSITE.

17.3. - Délai global de paiement et intérêts moratoires

Le délai de paiement applicable au présent marché est de 30 jours dès réception par l'établissement de la facture établie par le prestataire et après vérification du service fait.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour du calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 40 €.

17.4. - Unité monétaire

L'acheteur choisit l'euro comme monnaie de compte.

17.5. - Retenue de garantie

Il n'est pas opéré de retenue de garantie.

Article 18 - ASSURANCE

Conformément à l'article 9 du CCAG-TIC, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-TIC, le titulaire doit justifier, avant la notification du marché qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

A défaut, le cotitulaire s'expose à la résiliation du marché conformément à l'article 50 du CCAG TIC.

Article 19 - RESILIATION DU MARCHÉ

19.1. - Résiliation pour événements extérieurs au marché

Le présent marché peut être résilié en raison d'événements extérieurs à celui-ci (conditions définies à l'article 48 du CCAG-TIC).

19.2. - Résiliation pour événements liés au marché

Ce marché peut être résilié en raison d'événements liés au marché public (conditions définies à l'article 49 du CCAG-TIC).

La résiliation du marché consécutive à un événement lié à celui-ci n'entraîne aucune indemnisation en faveur du titulaire.

19.3. - Résiliation pour mauvaise exécution

L'Université peut résilier le présent marché, pour faute ou aux torts exclusifs du titulaire (avec exécution à ses frais et risques) dans les cas suivants :

- Dans les hypothèses définies à l'article 50 du CCAG-TIC ;
- Si le titulaire ne respecte pas les obligations de confidentialité ;
- En cas de non-respect des obligations et/ou missions telles que définies dans les documents particuliers.

La résiliation pour mauvaise exécution doit être précédée d'une mise en demeure préalable restée infructueuse après un délai raisonnable. Lors de mauvaises exécutions successives pour le même motif, le pouvoir adjudicateur est dispensé d'une nouvelle mise en demeure : il pourra résilier immédiatement le marché, quel que soit le délai écoulé entre la mise en demeure et la mauvaise exécution entraînant la résiliation.

Dans le cas où la résiliation est consécutive à une carence du Titulaire, ce dernier ne pourra en aucun cas prétendre à indemnité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en cas de défaillance du titulaire, de faire exécuter ces prestations à ses frais et risques, conformément à l'article 54 du CCAG-TIC.

19.4. - Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 51 et 47 du CCAG-TIC, le présent marché peut être résilié pour motif d'intérêt général, sans versement d'indemnité de résiliation, après information du titulaire dans un délai raisonnable.

La résiliation pour motif d'intérêt général ne peut résulter que d'un courrier exprès adressé au titulaire avec avis de réception.

Toutefois, le titulaire a le droit d'être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Article 20 - LITIGES

En cas d'échec de la procédure de conciliation définie par les articles R. 2197-1 et suivants du Code, le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise est seul compétent pour juger des litiges pouvant naître de l'application ou de l'interprétation des clauses du présent marché.

Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise

2/4 Boulevard de l'Hautil

95000 CERGY-PONTOISE

Tél : 01.30.17.34.00

Fax : 01.30.17.34.59

Article 21 - DEROGATIONS AU CCAG-TIC

Il est fait dérogation aux articles suivants :

L'article 6 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-TIC.

L'article 15 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-TIC.

L'article 18 du présent CCAP déroge à l'article 9 du CCAG-TIC.

L'article 19.4 du présent CCAP déroge à l'article 47 du CCAG-TIC.

L'article 19.4 du présent CCAP déroge à l'article 51 du CCAG-TIC.